

**PROCESSUS GOUVERNEMENTAL DE NÉGOCIATION
SUR LES FACILITÉS D'EXPORTATION**

La Compagnie d'assurance et de garantie des exportations non associée

La non implication de la CAGEX à cette étude au sein du ministère du Commerce révèle d'ors et déjà l'incohérence de cette initiative, a révélé hier le P-dg de la compagnie. Sachant que ce processus de négociation est consacré à la levée des contraintes liées à l'activité de l'exportation.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - «Est-ce une amnésie ou une omission ?» Est la question que se pose Djilali Tariket, P-dgde la CAGEX, trouvant «absurde» que la compagnie ne soit pas associée à ce processus de négociation sur la facilitation de l'acte d'exportation. D'autant plus que cette étude débouchera sur des décisions déterminantes pour cette activité ainsi que pour les opérateurs économiques, exportateurs ou exportateurs potentiels. Une réunion à laquelle le PDG souhaite être convié afin qu'il puisse faire valoir sa connaissance du terrain.

Il est à rappeler que l'existence de la compagnie remonte à 1996 et que son expérience n'est pas «négligeable». Un atout remarquable «qui aurait dû être investi dans ce processus de négociation» pour d'éventuelles dispositions plus réalistes et adaptées aux besoins des exportateurs.

Evidemment, les marchés étrangers, et le marché international de façon plus large, sont «à risques». C'est notamment la connaissance approximative de ceux-ci qui accentue les complications au niveau des pays destinataires. C'est pourquoi D.Tariket confie que le volet de prévoyance des assurances de la CAGEX est finalement plus important que celui relatif au crédit. A préciser que seulement 1/3 des exportateurs est assuré par la compagnie. Une statistique qu'il aimerait voir évoluer, surtout que la part des assurés réalise entre 12 et 15 milliards de capitaux exportés.

Néanmoins, cela ne se fera pas du jour au lendemain car les contraintes financières et administratives persistent encore aujourd'hui, a avoué le responsable. A titre d'exemple, quoique «raisonnable», le délai de rapatriement des capitaux issus de l'exportation fixé à 180 jours devrait faire objet de négociation si une quelconque demande

de prolongation est rationnellement justifiée. Par ailleurs, D. Tariket dit ne pas comprendre «l'acharnement» à imposer de lourdes sanctions allant jusqu'à l'emprisonnement dans le cas où ce délai n'est pas rigoureusement respecté. Puisque, précise-t-il, le rapatriement est assuré et la compagnie s'engage à recouvrir la créance. A savoir que la CAGEX a remboursé en 2015 près de 200 millions de dinars. Toutefois, il est clair que «la question est ailleurs que sur le détail du délai». Si les exportateurs constituent seulement 1% des 32 000 acteurs activant dans le commerce exté-

rieur en Algérie, la bureaucratie n'est pas la seule responsable. Outre cette faille, le responsable souligne des défaillances d'organisation et de communication handicapantes. Il est «inconcevable» qu'une entreprise ou un produit puisse cartonner sur un marché étranger s'il n'est pas soutenu par des représentants assurant une proximité avec les clients et les acheteurs, même potentiels soient-ils. Or des bureaux de liaisons chargés de faire la promotion du produit algérien à l'étranger, on y en trouve quasiment pas. Evidemment, le potentiel d'exportation de l'Algérie en matière de pro-

duits issus de l'agriculture et de l'industrie naissante est «considérable». Mais la connaissance du marché extérieur nécessite «un travail collégial de longue haleine». «Nous n'avons pas à réinventer l'eau chaude, nous n'avons qu'à faire comme toutes ces nations qui ont su s'imposer sur le marché mondial», s'indigne-t-il. Pourtant, c'est encore le défaut de communication qui est omniprésent, que ce soit entre les institutions de l'Etat ou pour ce qui est des entreprises économiques avec leurs partenaires à l'étranger.

N. B.

**POUR GÉNÉRALISER LES TECHNIQUES MODERNES
DE SON EXPLOITATION**

L'apiculture a besoin d'aide et de formation

L'apiculture est en crise dans la wilaya de Annaba. Malgré le chômage qui y sévit, particulièrement en zone rurale, cette filière n'attire pas grand monde. Ce que confirme Dahmane Hardi le président de la coopérative apicole de Annaba, gérant de la maison du miel et vice-président de l'Association Nationale des Apiculteurs Professionnels (ANAP).

Ce vieux routier de l'élevage des essaims d'abeilles et de la production du miel activant là où ce produit peut être collecté ne paraît pas être découragé par les difficultés. Celles-ci sont multiformes. Elles vont de l'absence légale de l'élevage des essaims à celle des surfaces de dépôt des ruches modernes et traditionnelles. Elles sont également le fait des services forestiers. Après une réelle harmonie faite de facilitations avec pour résultat un certain développement de la filière, ces services sont devenus plus pointilleux dans l'approche des demandes

d'exploitation des sous-bois. D'où la stagnation du nombre de ruches avec seulement 18 000 unités entre traditionnelles et modernes dans la wilaya de Annaba.

La même situation est à l'origine du découragement de plusieurs centaines d'anciens et nouveaux apiculteurs. A l'image des 152 apiculteurs stagiaires des deux sexes issus de la commune de Chetaïbi. Après avoir subi avec succès un stage sanctionné par un diplôme à même d'ouvrir toutes les portes des activités en liaison ou en amont et en aval de l'élevage et

de la collecte du miel, ces stagiaires ont abandonné. Seuls cinq ont résisté à la tentation de tout laisser tomber.

Malgré l'aide et le soutien matériel et financier que leur apportaient la Direction des Services Agricoles, l'Ansej l'Angem et la coopérative apicole de Annaba, le reste des jeunes a préféré revenir à l'oisiveté. Les uns ont argumenté les difficultés à disposer des autorisations des sites sous-bois ciblés pour un bon rendement des ruches. Les autres ont appréhendé les efforts continus imposés quotidiennement pour le suivi de l'élevage des essaims et la recherche des sites adaptés pour rentabiliser les ruches. Cette situation est toujours d'actualité et rien ne semble bouger du côté des responsables locaux pour ouvrir les débats sur ce qui semble être

un blocage prémédité. «Il ne faut pas se limiter à voir ce qui paraît. Les dessous des activités de l'apiculture sont indéchiffrables, et pour cause, les enjeux financiers que cette activité sous-entend. Ce sont des milliers de postes de travail et plus de 3 milliards de dinars que la contrebande du miel et dérivés bloque annuellement dans notre pays», a affirmé le vice-président de l'Association Nationale des Apiculteurs Professionnels.

Bon nombre d'apiculteurs de Annaba et El Tarf ont plaidé pour la stimulation de cette filière dont les potentialités existantes sont sous-exploitées. La preuve en est donnée par le président de la coopérative apicole de Annaba M Hardi qui gère la maison du miel. Il a affirmé que sous d'autres cieux, à l'exemple du Canada, la production du miel dépasse les 50kg/an par ruche, 15 kg/an dans les pays voisins alors qu'en Algérie, elle ne dépasse pas les 5 à 7 kg/an. L'on a également soulevé la problématique de la fraude et autres contraintes.

C'est sur cet aspect que devrait s'attarder en toute priorité la prochaine réunion de l'Anap dont les membres ont choisi de mieux s'organiser et d'opérer leur mise à niveau. En tout cas, un pas est franchi avec la multiplication des coopératives d'apiculteurs.

A Annaba, l'objectif est de dépasser les 18 000 ruches. Dans la wilaya d'El Tarf voisine ce sont 150 000 ruches qui bourdonnent toute l'année pour donner un miel de haute qualité. C'est pourquoi Dahmane Hardi parle de challenge quant à doubler cette production à l'horizon 2020. D'où sa démarche visant à généraliser les techniques modernes d'exploitation des ruches.

R. N.

A. Bouacha

L'INITIATIVE DE L'UGTA PREND FORME

Solidarité syndicale internationale avec le peuple sahraoui

Le soutien algérien à la cause du peuple sahraoui sera renforcé le 1^{er} mai prochain par un appui des travailleurs algériens. Ces derniers vont célébrer la Journée internationale du travail, en solidarité avec le peuple sahraoui.

L'annonce faite par le SG de l'UGTA à l'occasion de son entretien, il y a quelques jours, avec l'ambassadeur du Sahara occidental a été marquée par une lettre de Abdelmadjid Sidi-Saïd, au secrétaire général de l'Organisation de l'unité syndicale africaine dans laquelle il l'interpelle et l'appelle à réagir face aux attitudes laxistes des Nations-Unies vis-à-vis de la question sahraouie.

«Je te sollicite pour que l'Organisation de l'unité syndicale africaine saisisse Monsieur le

secrétaire général de l'ONU pour le respect par le Conseil de sécurité et pour qu'il poursuive sa logique de traitement de la question sahraouie dans le cadre des résolutions onusiennes votées, maintienne la Minurso avec toutes ses prérogatives et rappelle les 84 membres des effectifs civils de la Mission afin qu'ils continuent leurs tâches pour l'organisation du référendum pour l'autodétermination», écrit Abdelmadjid Sidi-Saïd dans sa missive. A ce propos, le SG de l'UGTA a expliqué que des grandes mani-

festations seront dédiées à cet événement à travers tout le territoire national, et une caravane de 30 grands camions de nourriture et de biens va se diriger vers les camps sahraouis à Tindouf.

Cet événement sera, selon Sidi-Saïd d'une grandeur nationale et internationale. «Nous avons eu la confirmation de plusieurs représentations syndicales arabes, africaines et occidentales qui vont venir prendre part aux manifestations que nous allons organiser.»

Sur un autre chapitre, le SG de l'UGTA a adressé une autre lettre au SG de la Confédération syndicale internationale (CSI). Dans son document, Sidi Saïd a interpellé le «militantisme syndical» du secré-

taire général de la CSI, lui demandant «d'intervenir auprès de M. le SG des Nations-Unies pour exhorter l'organisation des Nations-Unies à mettre en œuvre ses résolutions relatives à la cause du peuple sahraoui, le maintien de la Minurso et son élargissement à la surveillance des droits de l'Homme des Sahraouis et d'agir en faveur de l'aboutissement du droit légitime et naturel du peuple sahraoui à l'autodétermination. Le 4 avril dernier, le SG de l'Ousa a exprimé sa solidarité avec «les travailleurs et le peuple sahraouis», en demandant au SG de l'ONU de «soutenir l'initiative prise par l'UGTA le 1^{er} mai prochain en faveur du peuple sahraoui».

R. N.